

Direction générale de
l'aménagement, du logement et de la
nature

Données géographiques sur l'eau et l'urbanisme

septembre 2013

François Salgé



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'égalité des territoires et du logement

Ressources, territoires et habitats
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

Au menu

- **L'eau: cela ne coule pas de source!**
 - L'eau dans tous ses états
 - Dans INSPIRE
 - Le SIEau
 - GIMel
 - Le GT référentiel métier de la CCIG
- **L'urbanisme:**
 - De l'ADD à l'ADS
 - La hiérarchie des normes
 - Dans INSPIRE
 - Le GT « document d'urbanisme » ex-du CNIG
 - L'ONCE(N)A(F)
 - L'OcS-GE
 - La RPCU
- **Un rôle pour la Commission donnée du CNIG**



MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

L'eau: cela ne coule pas de source!

L'eau dans tous ses états

Dans INSPIRE

Le SIEau

GIMel

Le GT référentiel métier de la CCIG



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

L'eau dans tous ses états

- Les ressources en eau : la climatologie et l'étude du cycle de l'eau (pluie, évaporation, infiltration, recharges des nappes souterraines, manteau neigeux).
- L'eau et l'agriculture, un domaine pour lequel le défi majeur est maintenant l'élaboration de techniques culturales s'inscrivant dans le cadre d'un développement durable : préservation de la ressources (eau et sol), limitation des pollutions diffuses, gestion des conflits d'usage.
- Les estuaires et les zones côtières, un secteur qui concerne une interface extrêmement fragile, fortement dépendante des apports (notamment en contaminants) par les fleuves et les eaux de ruissellement et soumise à une forte pression anthropique : une spécialité importante concerne la protection des zones humides.
- La biodiversité aquatique : en particulier la gestion des ressources vivantes aquatiques, notamment l'introduction de nouvelles espèces, et la protection de ce patrimoine.
- L'eau et la santé, un domaine crucial compte tenu de la multiplicité des sources de pollution : l'épidémiologie des micropolluants, l'établissement de normes de potabilité, la caractérisation des vecteurs de maladie, notamment en zone tropicale, les conséquences écotoxicologiques sur le milieu sont des questions majeures.
- L'eau et la ville, ce dernier volet recouvre plusieurs aspects qui concernent quotidiennement tous les citoyens que nous sommes : l'alimentation et l'eau potable (incluant le traitement pour la potabilité), la valeur économique de l'eau, l'évacuation et l'épuration des eaux usées, le devenir des eaux pluviales, les risques d'inondations urbaines. L'eau et les îlots de fraîcheur
- L'eau et le risque, les inondations, les submersions marines, mais aussi la sécheresse!



MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Dans *INSPIRE*

Annexe I

7. Réseaux de transport -> la navigation
8. Hydrographie -> à tout seigneur tout honneur
9. Sites protégés -> les zones humides et Natura 2000

Annexe II

1. Altitude -> l'eau ça coule
2. Occupation des terres -> voir légende CLC, Urba, Atlas, etc.
3. Ortho-imagerie -> on la voit au niveau d'étiage lors de la PDV
4. Géologie -> et les aquifères!

Annexe III

4. Usage des sols -> PLU, TvB, Planification de l'espace marin et GIZC
5. Santé et sécurité des personnes ->
6. Services d'utilité publique et services publics ->AEP
7. Installations de suivi environnemental -> qualité des eaux
8. Lieux de production et sites industriels -> Pollution potentielle
9. Installations agricoles et aquacoles -> Pollution potentielle
11. Zones de gestion, de restriction ou de réglementation ... -> SUP liées à l'eau, rapportage DCE
12. Zones à risque naturel -> inondation
14. Caractéristiques géographiques météorologiques
15. Caractéristiques géographiques océanographiques
16. Régions maritimes
18. Habitats et biotopes
20. Sources d'énergie



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Le GIGE (groupe information géographique sur l'eau)

- La BDTopage (BDCarthage appariée sur la composante Topo du RGE)
- La coordination des acteurs pour la production de données métiers

Le SANDRE

- L'appariements dictionnaire SANDRE – spécifications INSPIRE
- Les services WMS et WFS vers les utilisateurs
- Le dictionnaire Zones humides 1.9



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Groupe de travail géoinformation sur la mer et le littoral

L'identification des composantes du RG(Me)L (référentiel géographique sur la mer et le littoral)

L'approche par les textes réglementaires (legiFrance, directives et conventions Internationales)

Les limites maritimes réglementaires

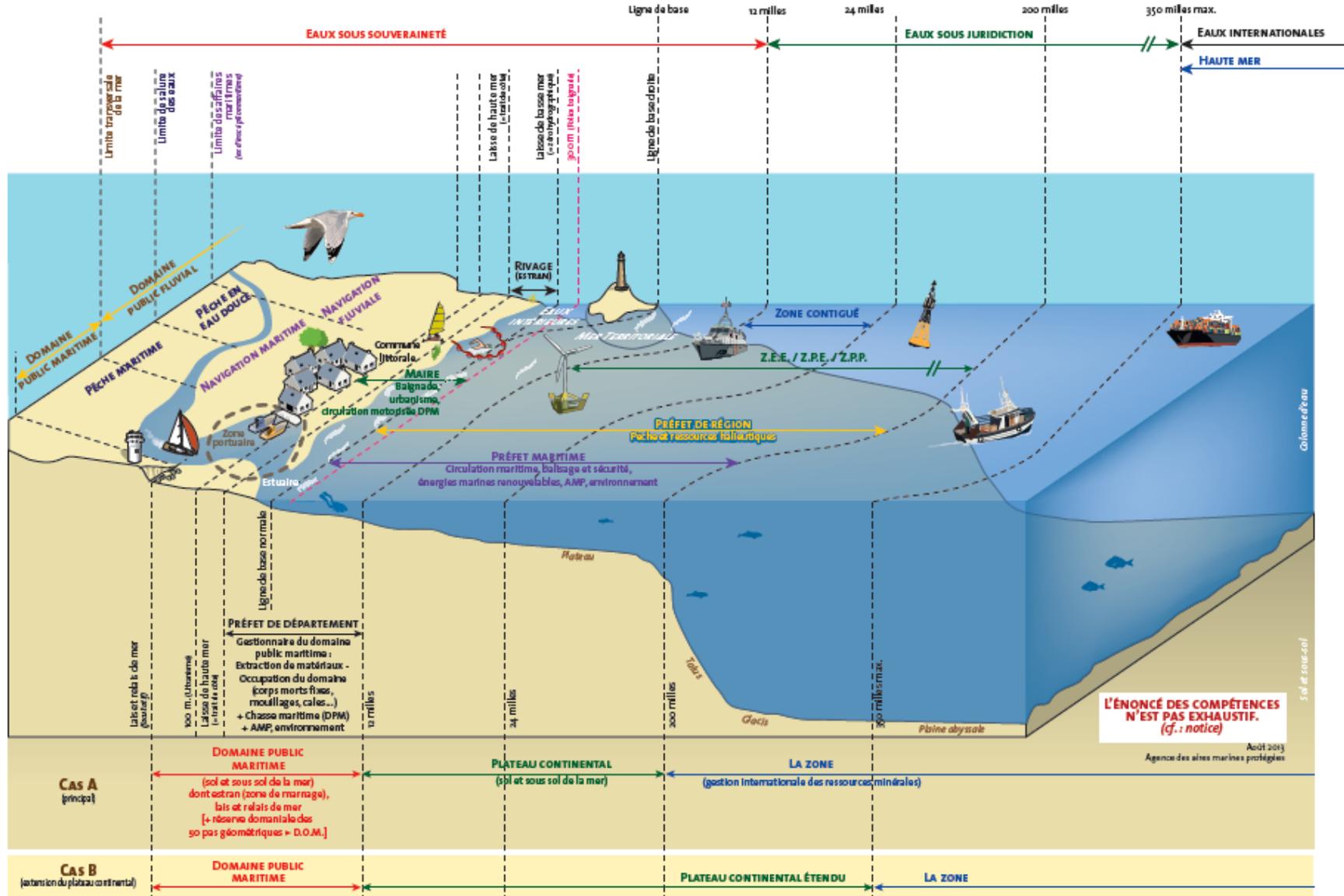


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Délimitations maritimes



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Le GT référentiel métier de la CCIG

Comment produire des référentiels adaptés aux métiers du MEDDE – METL – MAAF -...

La rédaction de fiches référentiels métier

Une proposition d'organisation

La domanialité présumée

Domaine public maritime

Domaine public fluvial (navigable et non-navigable)

Domaine public pour les activités de service public (les ports)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

L'urbanisme:

De l'ADD à l'ADS

La hiérarchie des normes

Dans INSPIRE

Le GT « document d'urbanisme » ex-du CNIG

L'ONCE(N)A(F)

L'OcS-GE

La RPCU

Un rôle pour la Commission donnée du CNIG



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

De l'ADD à l'ADS

Aménagement durable des territoires

La généralisation des PADD

La planification territoriale

Les POS, PLU cartes communales

Les SUP

Le futur géo-portail de l'urbanisme

L'application du droit des sols

La dématérialisation des procédures de droits à construire

Géo-ADS au METL

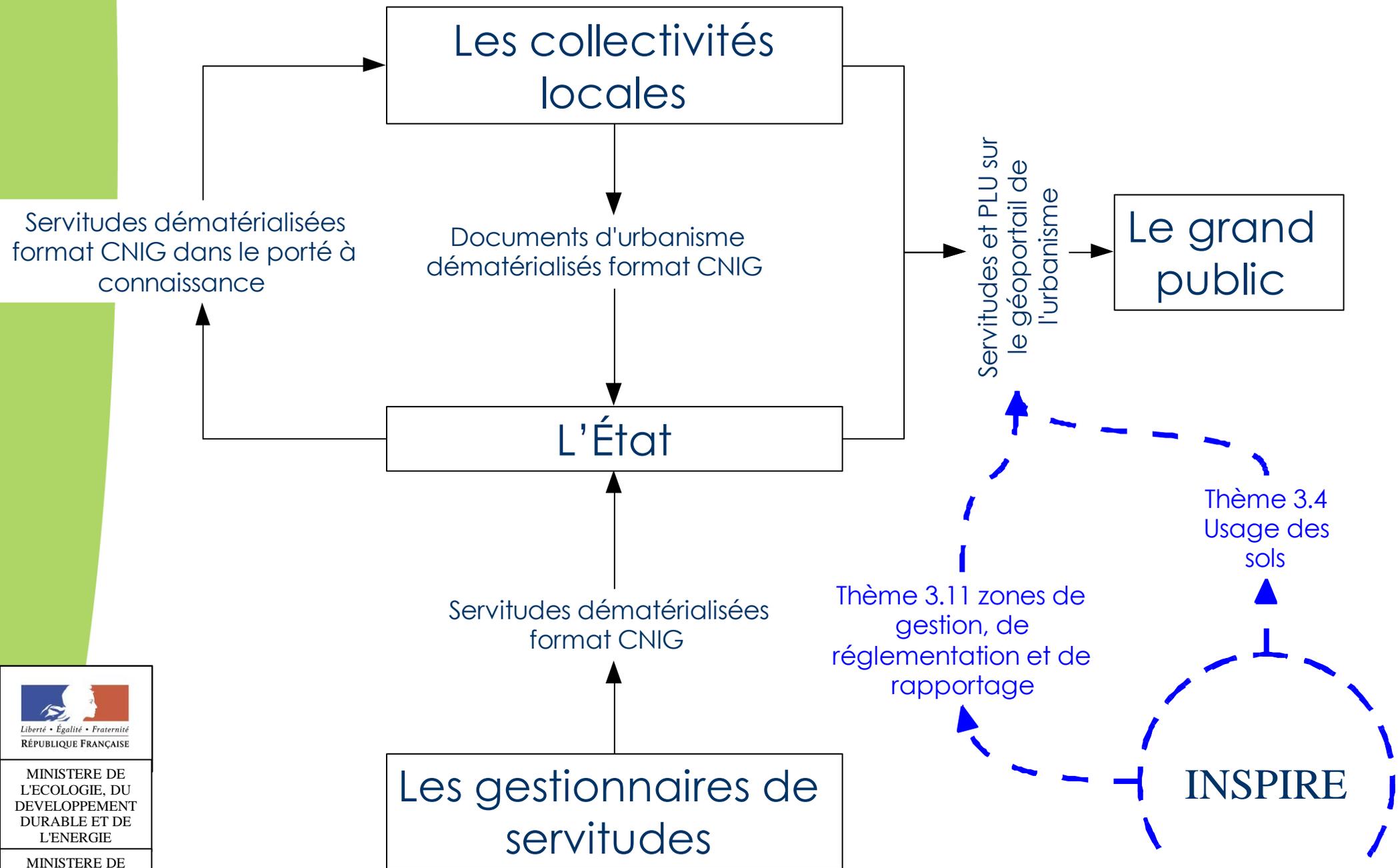


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Contexte réglementaire à venir

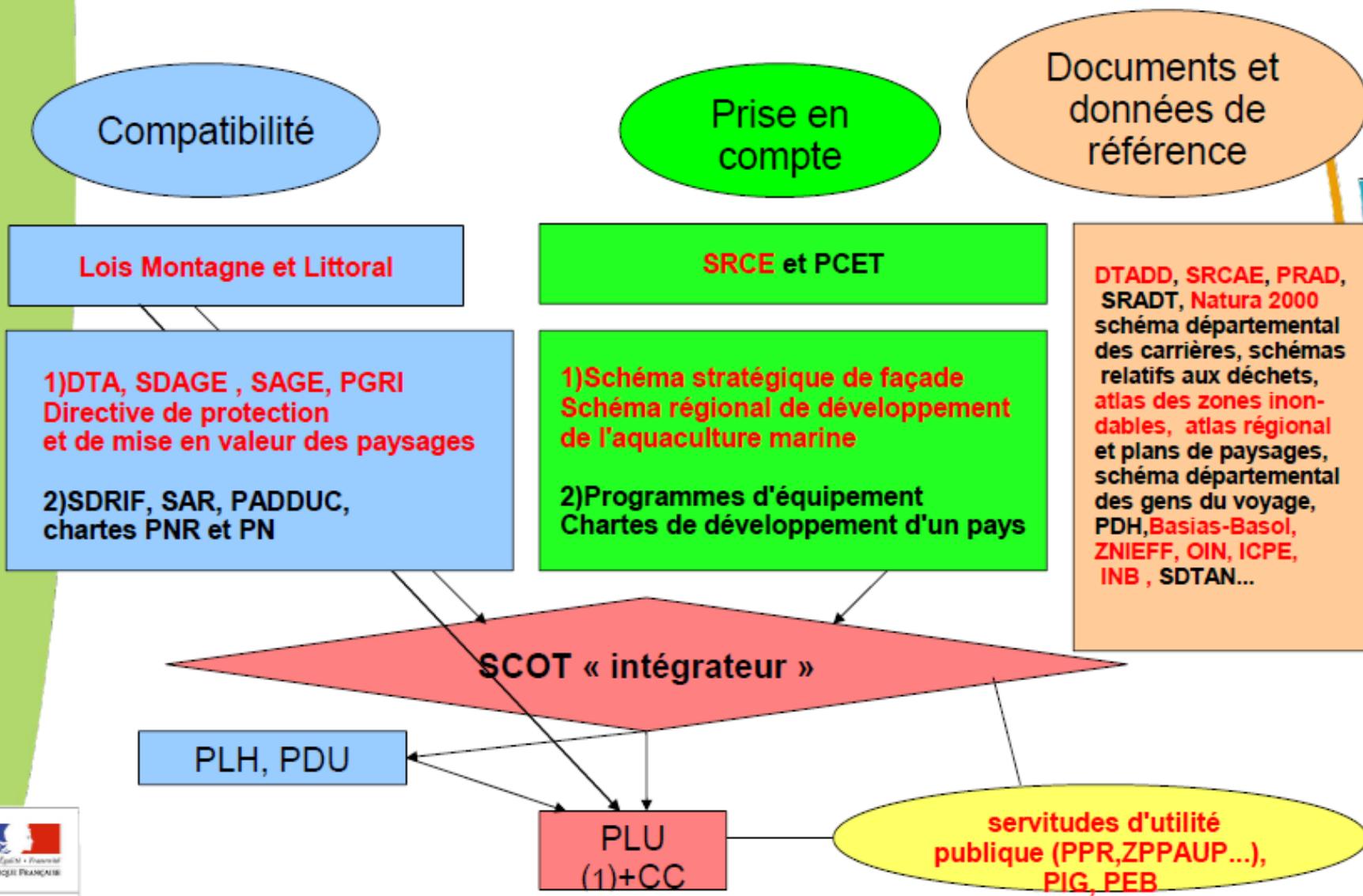


MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

La hiérarchie des normes

Les documents d'urbanisme, la hiérarchie des normes et les différents acteurs (en **rouge** Etat, seul ou en coproduction, en noir autres acteurs tels régions, départements, EPCI, communes etc..)



(1) Le PLU intercommunal tient lieu de PLH et le cas échéant de PDU


 Liberté • Égalité • Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 MINISTÈRE DE
 L'ÉCOLOGIE, DU
 DÉVELOPPEMENT
 DURABLE ET DE
 L'ÉNERGIE
 MINISTÈRE DE
 L'ÉGALITÉ DES
 TERRITOIRES ET
 DU LOGEMENT



Dans *INSPIRE*

Annexe I

7. Réseaux de transport -> la mobilité
8. Hydrographie -> élément structurant du paysage
9. Sites protégés -> la protection de l'environnement

Annexe II

1. Altitude -> les constructions dans les pentes!
2. Occupation des terres -> voir légende CLC, Urba, Atlas, etc.
3. Ortho-imagerie -> l'état des lieux
4. Géologie -> sans doute

Annexe III

4. Usage des sols -> constatée, planifiée
6. Services d'utilité publique et services publics -> les réseaux
8. Lieux de production et sites industriels -> les activités
9. Installations agricoles et aquacoles -> l'agriculture
11. Zones de gestion, de restriction ou de réglementation ... -> les SUP
12. Zones à risque naturel -> inondation mais aussi PPR
20. Sources d'énergie



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Le GT « PLU SUP » ex-du CNIG

Les documents d'urbanismes

Pièces écrites (rapport de présentation, PADD, etc.)

Les annexes graphiques (plan de zonage, prescriptions etc.)

Les standards CNIG

adoptés (PLU-POS, CC)

en cours de finalisation (SUP)

leurs évolution par la commission données

Commence à regarder les SCOT, les PMSV,

Quid des SRCE

La décision du CNIG plénier

Entérine l'évolution du GT PLU-SUP en GT« documents d'urbanisme »

En le plaçant au sein de la commission données du CNIG

Ayant délégation pour faire évoluer les standards, PLU et CC dans un premier temps en fonction des évolutions du code de l'urbanisme

Valide les deux documents présentés comme standard du CNIG



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

L'ONCE(N)A(F)

Le questionnement politique

Loi Grenelle II (12 juillet 2010) pour une gestion économe de l'espace
Les SCoT (Schémas de cohérence territoriale) et les PLU (Plans locaux d'urbanisme) doivent fixer des objectifs chiffrés de limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et préciser les mesures qui permettront d'atteindre ces objectifs.

La TVB (trame verte et bleue) vise à enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques

Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (27 juillet 2010)
préservé les terres agricoles : suivi de leur évolution / création d'un observatoire national (décret 2011) et de commissions départementales (circulaire 2012).

L'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles

Et les CDCEA

Extension aux espaces naturels et forestiers

S'intéresse à la vision géo-information

L'exploitation des fichiers fonciers
OcS



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Les travaux sur la nomenclature nationale

Élaborée par un groupe national occupation du sol mandatée par la DGALN et piloté par le CERTU
représentant-e-s des services et directions de l'état, de collectivités, d'agences d'urbanisme, de centres régionaux d'information géographique et de l'IGN

Côté IGN une étude de besoins menée en 2012

40 organismes consultés (locaux/ dépt./ régionaux/ nationaux ; urbanisme/ aménagement du territoire/ environnement/ biodiversité/ agriculture/ énergie/ eau), attente extrêmement forte d'une OCS GE nationale

Actuellement :

- pas d'homogénéité des OCS régionaux sur l'ensemble du territoire
- CLC couvre tout le territoire mais manque de précision géométrique et sémantique

Le projet OCS GE de l'IGN

réponse à des exigences réglementaires : lois Grenelle II et loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche
indicateur d'évolution de l'artificialisation des terres et de la consommation de l'espace agricole / schémas de cohérence territoriale (SCoT) / schéma régionale de cohérence écologique (SRCE) et trame verte et bleue (TVB)...

connaissance et suivi temporelle du territoire

compatible avec les OCS régionales existantes ou en projet (autant que faire se peut), avec Corine Land Cover et la directive Inspire

- notion de nomenclatures emboîtées

compatible avec les couches du RGE®

mise à jour régulière (3 ans)

Évidemment!!!!



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'ÉCOLOGIE, DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE
L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE
L'ÉGALITÉ DES
TERRITOIRES ET
DU LOGEMENT

Un rôle pour la Commission donnée du CNIG

